

Unité départementale de la Loire-Atlantique
5 rue Françoise Giroud
CS 16326
44036 NANTES Cedex 2

NANTES, le 17/03/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 08/03/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

BRENNTAG

14 route du Plessis Bouchet – BP 145- 44802 SAINT-HERBLAIN

Références : N2-2023-313
Code AIOT : 0006301640

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/03/2023 dans l'établissement BRENNTAG implanté 14 rue du Plessis Bouchet BP145 44800 Saint-Herblain. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BRENNTAG
- 14 rue du Plessis Bouchet BP 145 44800 Saint-Herblain
- Code AIOT : 0006301640
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

La société BRENNTAG exploite sur son site de Saint-Herblain des installations de stockage, de manutention (déchargement et chargement) et de reconditionnement de produits chimiques majoritairement liquides. Elle relève du statut Seveso seuil haut.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- suite des précédentes inspections,
- état des stocks,
- dispositions pour les premiers prélèvements environnementaux,
- application de l'APC du 6/08/2021.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à

l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
14	Désenfumage	Arrêté Préfectoral du 06/08/2021, article 5	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	NC2-13/5/20-étanchéité aire dépotage acides	Arrêté Préfectoral du 08/04/2008, article 7.6.7	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	FSNC+O1-21/9/21-moyens affectés au SGS	Code de l'environnement du 24/09/2020, article R 515-99	/	Sans objet
3	O4-13/5/20	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6	/	Sans objet
5	FSNC2-19/11/2020 étanchéité sol cellule4 LI	Arrêté Préfectoral du 08/04/2008, article 7.6.3	/	Sans objet
7	2022-Stockage liquides dangereux ou polluants en attente	Arrêté Préfectoral du 08/04/2008, article 7.6.3	/	Sans objet
13	Dispositions constructives des cellules 3 et 4	Arrêté Préfectoral du 06/08/2021, article 4	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	O1-2/9/20-résultats surveillance eaux	AP Complémentaire du 02/07/2009, article 2	/	Sans objet
6	2022-Situation administrative 1510	Code de l'environnement du 02/12/2015, article L513-1	/	Sans objet
8	2022-Détection automatique d'incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II-12	/	Sans objet
9	Etat des matières stockées	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50	/	Sans objet
10	Premiers prélèvements environnementaux	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	/	Sans objet
11	Modification notable	Code de l'environnement du 06/08/2021, article R181-46	/	Sans objet
12	Affectation des cellules de l'entrepôt	Arrêté Préfectoral du 06/08/2021, article 3	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
15	Rétentions dans la cellule 4	Arrêté Préfectoral du 06/08/2021, article 6	/	Sans objet
16	Moyens de défense incendie	Arrêté Préfectoral du 06/08/2021, article 7	/	Sans objet
17	Recherche de substances dangereuses dans l'eau	Arrêté Préfectoral du 06/08/2021, article 11	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Plusieurs constats n'ont pu être soldés en raison du retard pris dans l'organisation et la réalisation des travaux nécessaires (notamment pour l'étanchéification des zones de rétention). D'autres constats nécessitent la transmission de justificatifs avant de pouvoir être soldés.

Le dispositif de désenfumage de la cellule 4 n'est pas conforme. Il s'agit d'une non-conformité majeure qui conduit à la proposition d'un arrêté préfectoral de mise en demeure au préfet.

2-4) Fiches de constats

N°1 : NC2-13/5/20-étanchéité aire dépotage acides

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/04/2008, article 7.6.7
Thème(s) : Risques accidentels, Aires de chargement déchargement
Prescription contrôlée : Les aires de chargement et de déchargement des véhicules citernes sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les règles de l'art. Les aires de chargement et de déchargement de véhicules-citernes sont étanches et disposées en pente suffisante pour drainer les fuites éventuelles vers des dispositifs de rétention correspondant au minimum au volume de la citerne...
Constats : Ce constat concernait l'état de l'aire de dépotage de la zone CMA. L'exploitant a annoncé que les travaux nécessaires étaient envisagés lors du second trimestre 2023 et que leur date effective serait précisée en début d'année 2023 (cf réponse du 25/11/2022 aux constats de l'inspection des installations classées formulés lors de la visite du 6/10/2022). Le jour de la visite, l'exploitant a expliqué avoir consulté 3 sociétés (TSI, Etandex et TPR) pour la réfection des différentes aires de rétentions de la zone CMA (dépotage, stockage, conditionnement). Il est en attente des devis. Il a confirmé que les travaux étaient bien inscrits au budget 2023. Transmettre dès validation du devis le bon de commande signé et indiquer la date de réalisation des travaux. Transmettre des photographies des travaux réalisés.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 24/09/2020, article R 515-99
Thème(s) : Risques accidentels, Procédures et actions prévues par le système de gestion de la sécurité
Prescription contrôlée : L'exploitant met en œuvre les procédures et actions prévues par le système de gestion de la sécurité prévu à l'article L. 515-40 et lui affecte des moyens appropriés.
Constats : Ce constat concernait la formation du personnel à l'application du PMII. L'exploitant a transmis une note d'information relative à la réalisation des visites de routine dans le cadre du PMII du 21/11/2022. Cette note était présentée comme un projet de formation. L'exploitant annonçait une première session de formation en janvier 2023 (cf réponse du 25/11/2022 aux constats de l'inspection des installations classées formulés lors de la visite du 6/10/2022). Le jour de la visite, l'exploitant a expliqué qu'aucun collaborateur affecté au site de Saint-Herblain n'a participé à cette première session de formation. Il a annoncé qu'une formation par compagnonnage d'un technicien du site était programmée le 15/03/2023. Le compagnonnage sera réalisé par le chef de dépôt. Transmettre le programme de la formation du 15/03/2023 et la liste d'émargement des participants. La note transmise et l'organisation d'une formation sont de nature à répondre au constat formulé lors de la visite du 21/09/2021. Une nouvelle visite d'inspection sur le thème de la formation du personnel sera programmée afin d'examiner ce sujet. L'inspection des installations classées a rappelé à l'exploitant la nécessité de mettre en place un cursus de formation complet et rigoureux pour l'ensemble de ses collaborateurs amenés à intervenir dans l'application du PMII, et plus généralement sur l'application de l'ensemble des procédures et consignes de sécurité dans le cadre du système de gestion de la sécurité.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6
Thème(s) : Risques accidentels, Massif de la rétention C313
Prescription contrôlée : Les dispositions du présent article sont applicables aux ouvrages suivants : - les massifs des réservoirs visés aux articles 3 et 4 du présent arrêté ainsi que...- les cuvettes de rétention mises en place pour prévenir les accidents et les pollutions accidentelles susceptibles d'être générés par les équipements visés aux articles 3 et 4 du présent arrêté ainsi que (...) A l'issue de cet état initial, l'exploitant élabore et met en œuvre un programme d'inspection de l'ouvrage (...).
Constats : Ce constat concernait l'état du massif de la cuve C313. La cuve C313 a été remplacée. La réparation du massif sera réalisée par l'entreprise retenue pour la rénovation des rétentions de la zone CMA (inclus dans le cahier des charges). Transmettre des photographies des travaux réalisés.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N°4 : O1-2/9/20-résultats surveillance eaux

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 02/07/2009, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, résultats autosurveillance eau aval cuves enterrées solvants
Prescription contrôlée : Un suivi des souterraines complémentaire à celui prescrit par l'article 4.3.13 de l'arrêté préfectoral du 8 avril 2008 par le biais du dispositif drainant les eaux souterraines situé en aval des cuves enterrées de solvants pétroliers et en amont de la future unité de chimie minérale basique (CMB).
Constats : Les résultats ont été transmis. Sans observation.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N°5 : FSNC2-19/11/2020 étanchéité sol cellule4 LI

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/04/2008, article 7.6.3
Thème(s) : Risques accidentels, Rétention stockage liquides inflammables en récipients mobiles
Prescription contrôlée : Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : 100 % de la capacité du plus grand réservoir, 50 % de la capacité des réservoirs associés... Pour les stockage de récipients de capacité unitaire < ou = à 250 l, la capacité de rétention est au moins égale à : dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts, dans le autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts, dans tous les cas, 800 l minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle là est < à 800 l.
Constats : Les travaux de réfection du sol de la cellule 4 ont été réalisés. Les travaux de réfection du sol de la cellule principale de l'entrepôt seront réalisés en avril et mai 2023 par l'entreprise TSI.
Transmettre des photographies des travaux réalisés.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 02/12/2015, article L513-1
Thème(s) : Situation administrative, Classement sous la rubrique 1510
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations qui, après avoir été régulièrement mises en service, sont soumises, en vertu d'un décret relatif à la nomenclature des installations classées, à autorisation, à enregistrement ou à déclaration peuvent continuer à fonctionner sans cette autorisation, cet enregistrement ou cette déclaration, à la seule condition que l'exploitant se soit déjà fait connaître du préfet ou se fasse connaître de lui dans l'année suivant l'entrée en vigueur du décret.</p> <p>Le premier alinéa s'applique également lorsque l'origine du changement de classement de l'installation est un changement de classification de dangerosité d'une substance, d'un mélange ou d'un produit utilisés ou stockés dans l'installation. Le délai d'un an est, dans ce cas, calculé à partir de la date d'entrée en vigueur de ce changement de classification.</p> <p>Les modalités de changement de classification des substances, mélanges ou produits, notamment celles tenant à la date d'entrée en vigueur de ce changement, les renseignements que l'exploitant doit transmettre au préfet ainsi que les mesures que celui-ci peut imposer afin de sauvegarder les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 sont précisés par décret en Conseil d'Etat.</p>
<p>Constats : L'exploitant a apporté une réponse par lettre du 17/01/2023. Le site est classé à déclaration dans la rubrique 1510 (volume caractéristique = 32900 m³).</p> <p>Aucune observation n'est formulée sur ce point.</p> <p>Un projet d'arrêté préfectoral complémentaire est transmis à la préfecture pour mettre à jour le volume caractéristique du classement dans la rubrique 1510.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/04/2008, article 7.6.3
Thème(s) : Risques chroniques, rétention
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> - 100 % de la capacité du plus grand réservoir; - 50 % de la capacité des réservoirs associés. [...] Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à : - dans le cas de liquides inflammables sauf lubrifiants , 50 % de la capacité totale des fûts, - dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts, - dans tous les cas, 800 l minimum ou égale à la la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 l. <p>La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir, résiste à l'action physique et chimique des fluides et peut être contrôlée à tout moment. [...]. ces capacités de rétention doivent être construites suivant les règles de l'art, en limitant notamment les surfaces susceptibles d'être mouillées en cas de fuite. [...].</p>
<p>Constats : Ce constat concernait le stockage de produits acides conditionnés en contenant mobiles situés à l'extérieur entre l'entrepôt et la zone CMA.</p> <p>La présence de ce stockage extérieur était bien prévue dans le dossier de demande d'autorisation (version 04 du 01/06/2005). Ce dossier indique qu'il s'agit d'une aire de 240 m² en rétention de 20 m³ pour une capacité de stockage de 60 m³. En revanche, l'EDD mise à jour en 2021 indique que la surface de la zone de stockage est de 645 m².</p> <p>Préciser la superficie de la zone de stockage et éventuellement prévoir la correction de l'EDD lors d'une prochaine mise à jour.</p> <p>Démontrer que le volume stocké dans cette zone est compatible avec la capacité de la rétention (si la rétention a un volume de 20 m³, le volume de produits stockés ne peut pas dépasser 40 m³).</p> <p>L'attention de l'exploitant a été attirée sur les obligations réglementaires applicables relatives aux rétentions figurant dans la section IV de l'AM du 4/10/2010, et celles relatives aux stockages extérieurs figurant dans l'AM du 11/04/2017 (notamment la distance d'éloignement entre le stockage extérieur et l'entrepôt). L'exploitant doit s'assurer qu'il respecte toutes les prescriptions réglementaires applicables à ses installations.</p> <p>En particulier, l'isolement de la rétention est réalisé par une vanne manuelle, qui doit être maintenue en position fermée en permanence, conformément à l'article 25 de l'AM du 04/10/2010. La vanne peut être ouverte uniquement pour l'évacuation des eaux météoriques. Lors de l'inspection, il a été constaté que la vanne était bien en position fermée. Toutefois, l'exploitant a indiqué ne pas avoir de procédures particulières sur la gestion des vannes d'isolement des rétentions du site. Un opérateur ouvre la vanne concernée dès qu'il constate que les eaux pluviales débordent des canalisations d'évacuation. L'exploitant a admis également qu'en heures non ouvrées, et dans des conditions climatiques pluvieuses, cette vanne pouvait être en position ouverte afin de ne pas être immergé au niveau de l'aire de stockage. Ce cas particulier est non conforme.</p> <p>La gestion des vannes d'isolement des rétentions du site, en heures ouvrées et non ouvrées, pourra faire l'objet d'une procédure avec rappel aux opérateurs des conditions opératoires.</p> <p>Démontrer que cette zone de stockage extérieure respecte ces prescriptions.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II-12
Thème(s) : Risques accidentels, incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La détection incendie avec transmission, en tout temps, de l'alarme à l'exploitant est obligatoire pour les cellules, les locaux techniques et pour les bureaux à proximité des stockages. Cette détection actionne une alarme perceptible en tout point du bâtiment permettant d'assurer l'alerte précoce des personnes présentes sur site, et déclenche le compartimentage de la ou les cellules sinistrées. le type de détecteur est déterminé en fonction des produits stockés. Cette détection peut être assurée par le système d'extinction automatique s'il est conçu pour cela, [...]. Dans tous les cas, l'exploitant s'assure que le système permet une détection de tout départ d'incendie tenant compte de la nature des produits stockés et du mode de stockage. Sauf pour les installations soumises à déclaration, l'exploitant inclut dans le dossier prévu au point 1.2 de la présente annexe (II) les documents démontrant la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection.</p>
<p>Constats : Ce constat concernait la détection incendie dans l'auvent de conditionnement des solvants pétroliers.</p> <p>Cet auvent est bien équipé d'une détection incendie. Cependant, cette détection n'apparaît pas dans l'EDD.</p> <p>Prévoir la mise à jour de l'EDD sur ce point.</p> <p>L'exploitant a présenté le dernier rapport de contrôle des détecteurs incendie (Siemens – le 03/10/2022). Le prochain contrôle est programmé le 27/03/2023.</p>
Observations : Il est recommandé de préciser dans le rapport de contrôle la localisation des détecteurs contrôlés (par installation ou zone géographique).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50
Thème(s) : Risques accidentels, incendie pollution
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :</p> <p>1. Servir aux besoins de la gestion d'un évènement accidentel ; en particulier cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.</p> <p>Pour les matières dangereuses, devront figurer a minima les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Pour les produits, matières ou déchets, autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.</p> <p>Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance.</p> <p>2. Répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.</p> <p>L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, d'accident, de pertes d'utilité ou de tout autre évènement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.</p> <p>Pour les matières dangereuses, cet état est mis à jour a minima de manière quotidienne.</p> <p>Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.</p> <p>L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.</p> <p>Constats : L'exploitant a fourni un état des stocks rapidement. Cet état des stocks répond aux deux objectifs fixés par la réglementation.</p> <p>L'exploitant a déclaré qu'un inventaire physique était réalisé chaque année en novembre.</p> <p>Le POI contient un plan sur lequel est codifiée chaque zone de stockage. L'état des stocks contient le code de la zone où est stocké chaque produit. Il est donc possible de repérer rapidement la localisation de chaque produit figurant dans l'état de stocks.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N°10 : Premiers prélèvements environnementaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Risques chroniques, Post-accident
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment : - les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise : - les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ; - les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux ; - les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher.</p> <p>L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. Dans le cas de prestations externes, les contrats correspondants le prévoyant explicitement sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées ;</p> <p>- les moyens et méthodes prévus, en ce qui concerne l'exploitant, pour la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident majeur.</p> <p>Constats : L'attention de l'exploitant a été attirée sur cette exigence réglementaire. La dernière version du POI étant datée du 8/06/2021, cette prescription sera applicable à partir du 8/06/2024. Les démarches nécessaires doivent être engagées rapidement afin de respecter ce délai d'application. Aucun délai supplémentaire ne sera accordé.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N°11 : Modification notable

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 06/08/2021, article R181-46
Thème(s) : Situation administrative, modification
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Toute modification notable doit être déclarée au préfet.</p> <p>Constats : Par lettre du 10/02/2023, l'exploitant a porté à la connaissance du préfet un stockage de 160 kg de produits classés dans la rubrique 4120.1. Cette modification ne nécessite pas de nouvelle évaluation environnementale et ne génère pas de danger ou inconvénient significatif nouveau. Le seuil de la déclaration dans cette rubrique est de 5 t. Ce seuil n'est pas atteint. Il ne s'agit pas d'une modification substantielle. Le tableau de classement dans la nomenclature des installations classées n'est pas modifié. Le jour de la visite, 15 kg de ces produits étaient stockés.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N°12 : Affectation des cellules de l'entrepôt

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/08/2021, article 3
Thème(s) : Risques accidentels, incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le stockage de liquides inflammables (H224, H225, H226) et de liquides dont le point éclair est compris entre 60 et 93 °C, en récipients mobiles est uniquement autorisé dans les cellules 3 et 4 dans l'entrepôt. Le volume de liquides inflammables et celui de liquides dont le point éclair est compris entre 60 et 93°C stockés dans la cellule 4 ne dépassent pas 192,8 m ³ (soit 155 tonnes).
Constats : L'état des stocks indique que 67 tonnes de produits sont stockées dans la cellule 4.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : Dispositions constructives des cellules 3 et 4

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/08/2021, article 4
Thème(s) : Risques accidentels, incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les cellules 1 (entrepôt de produits divers non visés par ailleurs), 3 et 4 sont séparées les unes des autres par des parois REI120. La toiture est recouverte d'une bande de protection sur une largeur minimale de 5 mètres de part et d'autre de la paroi séparative entre les cellules 3 - 4 et le reste de l'entrepôt. Cette bande est en matériaux A2 s1 d0 ou comporte en surface une feuille métallique A2s1 d0. Cette bande de protection est destinée à prévenir la propagation d'un incendie d'une cellule à l'autre par la toiture. Les parois extérieures des cellules 3 et 4 sont des parois de degré REI120. Dans le cas d'une porte d'accès entre les cellules 3 et 4, celle-ci est de degré EI120. La porte d'accès entre la cellule 1 et la cellule 4 est de degré EI120.
Constats : Les parois REI 120 requises sont présentes. Les portes sont EI120. La présence d'un flocage en toiture a été constatée. Transmettre la justification que ce flocage répond à l'exigence A2s1d0.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N°14 : Désenfumage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/08/2021, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La toiture des cellules 3 et 4 est équipée de plaques translucides en matériaux légers fusibles sous l'effet de la chaleur sur 1,5 % de la surface.</p> <p>La toiture des cellules 3 et 4 est équipée d'exutoires à ouverture fusible (120°C) et manuelle (commandes pneumatiques CO2 accessibles depuis les issues de secours) sur 0,5 % de la surface.</p> <p>Au total, chacune des cellules 3 et 4 est équipée de 8 m² de plaques légères et de 3 m² d'exutoires.</p>
<p>Constats : La cellule 3 est équipée de plaques translucides et d'exutoires de fumées.</p> <p>La cellule 4 est équipée uniquement de 2 exutoires de fumées. Elle n'est pas équipée de plaques translucides. La surface totale d'exutoires de fumées est inférieure à la surface prescrite de 11 m². Cette situation n'est pas conforme à la prescription qui reprenait le contenu du porter à connaissance de l'exploitant (voir page 3 de la note NOT160713 – Rév G).</p> <p>Un système de désenfumage non correctement dimensionné ne permet pas à celui-ci de jouer son rôle : évacuer un maximum de fumée pour permettre une intervention rapide et faire baisser les risques d'embrasement général.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N°15 : Rétentions dans la cellule 4

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/08/2021, article 6
Thème(s) : Risques accidentels, rétention
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le sol de la cellule 4 constitue une rétention d'un volume minimal de 32 m³ sur une hauteur maximale de 6 cm. Cette rétention est régulièrement entretenue. Son étanchéité doit être garantie à chaque instant.</p> <p>Des bacs de rétention en tôle galvanisée sont placés sous les racks de stockage : 36 bacs de 3250 x 1200 x 620 mm et 6 bacs de 2650 x 1200 x 620 mm. Ces bacs de rétention sont sur des pieds de 10 cm. La profondeur de la rétention de la cellule étant de 6 cm, ces bacs ne réduisent pas le volume de rétention initial de la cellule. Le volume de ces bacs rétention est au moins égal à 82 m³. L'étanchéité des bacs doit être garantie à chaque instant.</p> <p>Le volume de rétention minimal présent dans la cellule 4 est de 114 m³.</p> <p>Il est pris en compte les dispositions des articles 7.4.9 concernant les produits très toxiques et 7.6.5 concernant les rétentions, de l'arrêté préfectoral du 8 avril 2008, pour l'aménagement des cellules 3 et 4, afin que les produits incompatibles ne soient pas associés à la même rétention.</p>
<p>Constats : Le sol de la cellule 4 est en bon état.</p> <p>La présence de 42 bacs de rétention sous les racks a été constatée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N°16 : Moyens de défense incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/08/2021, article 7
Thème(s) : Risques accidentels, incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Des postes incendie additivés sont installés dans la cellule 4 selon les recommandations du service départemental d'incendie et de secours
Constats : La présence de 2 postes incendie additivés a été constatée dans la cellule 4.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N°17 : Recherche de substances dangereuses dans l'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/08/2021, article 11
Thème(s) : Risques chroniques, eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant réalise trois campagnes de mesures (prélèvements 24h asservis au débit) espacées de trois mois visant à rechercher les polluants caractéristiques des activités industrielles listés à l'annexe I de l'arrêté ministériel du 24 août 2017 et les polluants listés au point 5.7 de l'annexe 1 de l'arrêté ministériel du 23 décembre 2011 (cf annexe 1 de la note LOB/NOT201222B du 31 décembre 2020). Les résultats de ces campagnes sont transmis sous un délai de 1 an à compter de la date de notification du présent arrêté préfectoral. Ces résultats sont analysés par l'exploitant et, le cas échéant, un programme de surveillance est proposé par l'exploitant. Le programme de surveillance respecte a minima les fréquences mentionnées à l'article 60 de l'arrêté du 2 février 1998. Dès lors qu'une valeur limite d'émission (VLE) est applicable en application de l'article 32 de l'arrêté du 2 février 1998, une surveillance devra être mise en œuvre.
Constats : L'exploitant a transmis au préfet, par lettre du 13/02/2023, les résultats et son analyse des trois campagnes de mesures réalisées en 2022. Il propose l'arrêt de la surveillance des xylènes, du chloroforme (trichlorométhane) et du zinc (et ses composés). Il propose l'ajout de la surveillance des chloroalcanes et du manganèse (et ses composés). Il propose l'augmentation de la fréquence de surveillance de l'azote. Les résultats de ces campagnes ont montré des dépassements de VLE pour les chloroalcanes, le manganèse et l'azote. L'exploitant propose des actions correctives pour respecter ces VLE. L'inspection des installations classées n'a pas d'observation à formuler. Le projet d'arrêté préfectoral complémentaire précité met à jour le programme de surveillance des rejets aqueux en sortie de station de traitement.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet